

## **ARTICLE 1 – DELAIS D'EXECUTION –**

### **1.01 – Délai d'exécution des travaux –**

A compter de la date fixée par l'ordre de service particulier au LOT N° 1 – Terrassements – V.R.D., l'ensemble des travaux devra être terminé dans un délai global maximum de **18,5 mois**. Dans cette période, sont compris la période de préparation et les congés annuels (non compris les intempéries).

A l'intérieur de ce délai, chaque entreprise devra commencer les travaux qui lui incombent à la date fixée au calendrier d'exécution et rappelée par l'ordre de service d'avoir à commencer les travaux.

### **1.02 – Prolongation du délai d'exécution –**

Toute modification non prévisible (intempéries, grève générale ou cas de force majeure) entraînera la prolongation du délai d'exécution d'un nombre de jours égal à celui pour lequel il aura été apporté toute justification d'interruption forcée.

## **ARTICLE 2 – PENALITES –**

### **2.01 – Pénalités pour retard dans l'exécution des travaux –**

En cas de retard dans l'exécution des travaux, il est appliqué une pénalité de 1/500 du montant H.T. du marché de l'entreprise par jour de retard.

Les pénalités encourues ne seront pas appliquées si le délai tous corps d'état, est respecté.

### **2.02 – Pénalités pour non-nettoyage du chantier –**

**Au fur et à mesure de l'avancement des travaux, chaque entrepreneur doit procéder au nettoyage** et à la remise en état des emplacements mis à sa disposition. Cette période nécessaire au nettoyage ne doit en aucune façon modifier la durée des travaux prévue au calendrier.

En cas de retard dans le nettoyage et sans qu'il soit besoin d'une mise en demeure, il sera appliqué une pénalité identique à celle de l'article 2.01.

### **2.03 – Rendez-vous de chantier –**

En cas d'absence non justifiée d'un entrepreneur au rendez-vous de chantier où il aurait été convoqué, il sera fait application d'une pénalité forfaitaire de 300 € du fait de la simple constatation d'absence par le Maître d'Œuvre.

## **ARTICLE 3 – ORGANISATION – COMPTE PRORATA –**

Se référer au document "Etablissement et répartition du compte prorata" établi par l'Office du Bâtiment et des Travaux Publics de la Région Auvergne.

### 3.01 – Principe d'établissement –

L'existence du compte prorata ne doit modifier en rien la part de responsabilité de chaque entreprise. Il n'y aura, en aucun cas, report des responsabilités individuelles sur un plan collectif.

Le compte prorata doit être aussi peu important que possible. Tout ce qui, lors de l'étude d'un projet ou de la mise au point d'un marché, est prévisible, doit être exclu.

### 3.02 – Dépenses à exclure du compte prorata –

Bien qu'elles intéressent l'ensemble des entreprises du chantier, les dépenses suivantes sont à exclure du compte prorata. Elles peuvent en effet être chiffrées à l'avance et prises en charge par les différents corps d'état.

#### a) Frais d'installation de chantier –

- Bureau de chantier, dont la construction sera prise en charge par l'entrepreneur de Gros Oeuvre et son équipement par les entreprises suivant leur spécialité (éclairage, chauffage et sanitaire, téléphone, sonorisation).
- Installations d'hygiène réglementaires, telles que les vestiaires, douches, cantine, W.C. : les prises en charge seront assurées dans les mêmes conditions que précédemment.

#### b) Branchements d'eau et d'électricité –

Ils seront pris en charge par l'entrepreneur de Gros Oeuvre. Les branchements électriques, force motrice et lumière seront disposés sur un ou plusieurs tableaux de distribution sur lesquels les différents corps d'état pourront venir se brancher.

Chaque entrepreneur restera responsable de ses installations après tableau. L'entrepreneur d'électricité devra mettre en place à chaque niveau, un tableau de chantier permettant les branchements.

#### c) Installation des clôtures de chantier, voirie d'accès, panneaux de signalisation –

Ces dépenses seront prises en charge par l'entrepreneur de Gros Œuvre.

#### d) Charges temporaires de voirie et de police –

L'occupation de la voie publique ou la réparation du domaine public résultant des installations de chantier seront prises en charge par l'entrepreneur de Gros Œuvre.

Toutes les installations qui viennent d'être énumérées seront laissés à la disposition des entrepreneurs jusqu'à la fin du chantier.

Les frais de repliement seront dus par les entreprises responsables des installations.

### 3.03 – Personne chargée de la tenue du compte prorata –

Sauf disposition contractuelle, le compte prorata sera tenu par l'entreprise du Lot Gros Œuvre, assistée de l'électricien.

L'entrepreneur du Lot Gros Œuvre règlera les dépenses, encaissera les recettes, organisera les appels de fonds, établira les répartitions, en un mot, tiendra tous les comptes nécessaires.

Il aura droit en compensation de ses peines et avances de fonds, à une indemnité égale à 10 % des dépenses inscrites au compte prorata.

### 3.04 – Justifications –

Les inscriptions au compte prorata doivent être justifiées par des factures et des attachements. Les factures seront établies en prenant comme base les prix du marché.

Les attachements concerneront tous les travaux cachés qu'il sera impossible d'apprécier ultérieurement. Ils seront signés par l'architecte.

### 3.05 – Dépenses portées au compte prorata –

#### a) Consommation d'électricité –

Elle sera ainsi répartie :

- les dépenses de force motrice seront payées par l'entreprise de Gros Œuvre, les dépenses de lumière seront payées par toutes les entreprises au prorata de leur marché.

#### b) Consommation d'eau –

Elle sera ainsi répartie :

- 60 % à la charge de l'entrepreneur de Gros Œuvre ;
- 40 % à la charge des autres entrepreneurs au prorata de leur marché.

#### c) Les réparations et le remplacement des fournitures détériorées –

Sans que le responsable ne puisse être découvert et sans que la dégradation ne puisse être imputée à un corps d'état déterminé, à condition qu'il n'y ait pas eu de négligence de la part de l'attribution du lot intéressé, l'entrepreneur qui a subi le dommage, devra le signaler dans les délais les plus brefs au responsable du compte prorata ou à l'architecte.

Ces délais ne devront pas excéder une semaine.

#### d) Les nettoyages de chantier –

Chaque entrepreneur intervenant sur le chantier devra procéder au fur et à mesure à l'enlèvement de ses gravats et effectuera régulièrement le nettoyage du chantier. Dans le cas contraire, une entreprise sera mandatée pour effectuer ce nettoyage au frais de l'entreprise responsable.

e) *Frais de fonctionnement du bureau de chantier et d'installations d'hygiène réglementaires* –

La répartition sera faite au prorata des marchés de toutes les entreprises.

f) *Les frais de gardiennage de chantier* –

La répartition sera faite comme ci-dessus.

g) *Panneau de chantier* –

Il sera commandé et posé par l'entrepreneur du lot Gros Œuvre, le montant de la dépense étant porté au compte prorata du chantier.

3.06 – Répartitions –

Elles se feront comme indiqué à l'article précédent avec les précisions suivantes concernant l'alinéa "c" du dit article.

a) Détériorations anonymes exigeant simplement des raccords : répartition sera faite à égalité entre toutes les entreprises du chantier.

b) Détériorations anonymes autres que les raccords y compris la casse des vitres : la répartition sera faite à égalité entre toutes les entreprises du chantier.

Le solde du compte prorata et sa répartition seront établis après la réception des travaux. Les comptes seront communiqués aux entreprises le mois suivant.

3.07 – Inscriptions au crédit du compte prorata –

Sont inscrites au crédit du compte prorata, les recettes provenant de la location ou de la récupération des installations du matériel ayant donné lieu à l'inscription au débit du compte.

Ces matériels seront vendus en priorité aux entreprises du chantier.

**ARTICLE 4 – NETTOYAGE DE L'IMMEUBLE –**

Les entreprises doivent le nettoyage du chantier avant la réception des travaux. Si ce nettoyage n'est pas réalisé avant la réception des travaux, le Maître d'Œuvre le fera exécuter par une entreprise spécialisée, et les frais seront supportés par les entreprises au prorata de leurs marchés.

**ARTICLE 5 – TRAVAUX DE FINITION –**

Lorsque tous les travaux de finition dûment exigés par le Maître d'Œuvre ne seront pas exécutés dans un délai de 10 jours suivant leur notification sur procès-verbal de chantier ou sur lettre, le Maître d'Œuvre, sans recourir aux procédures de résiliation du marché, aura la possibilité de faire exécuter les dits travaux, par l'entreprise de son choix, aux frais de l'entreprise défaillante titulaire du marché, sans que cette dernière puisse prétendre se soustraire à ses engagements contractuels.

## **ARTICLE 6 – ASSURANCE, QUALIFICATIONS –**

L'entrepreneur devra justifier de la couverture d'assurance personnelle couvrant les risques suivants :

- effondrement de tout ou partie des immeubles voisins ;
- responsabilité décennale ;
- responsabilité civile envers les tiers ;
- dégâts des eaux et incendie sur le chantier ;
- vols et détournement de matériaux constituant le gage du Maître d'Œuvre.

L'entrepreneur doit accompagner son offre de service des preuves qu'il est bien assuré contre les risques ci-dessus (photocopie d'attestation d'assurances couvrant la période où devront se réaliser les travaux).

Il garantit le Maître d'Œuvre contre toute conséquence d'une contravention de son fait à la réglementation en vigueur. Il devra également joindre à son offre une photocopie de son Certificat de qualification.

## **ARTICLE 7 – VARIATIONS DES PRIX –**

Les prix unitaires seront fermes et définitifs sans actualisation.

## **ARTICLE 8 – FINANCEMENT ET GARANTIE –**

### **8.01 – Avance forfaitaire –**

Il n'est pas prévu le paiement d'avance forfaitaire.

### **8.02 – Acomptes sur approvisionnement –**

Il n'est pas prévu d'acompte sur approvisionnement.

### **8.03 – Modalités de paiement –**

Au 25 de chaque mois, remise par l'entrepreneur des situations (du 25 au 25 de chaque mois).

Dans les 10 jours qui suivront, établissement du bon d'acompte pour paiement et remise par le Maître d'Œuvre pour règlement.

Règlement par le Maître d'Œuvre avant le 25 de chaque mois.

Les règlements seront effectués de la manière suivante : par chèque dès réception du bon d'acompte pour tous les règlements.

## **ARTICLE 9 – RETENUE DE GARANTIE – RECEPTION –**

### **9.01 – Retenue de garantie –**

La retenue de garantie est fixée à **3 %** du montant des marchés, portant sur les travaux réalisés, augmentés le cas échéant, du montant des travaux supplémentaires.

Cette retenue sera appliquée sur chaque situation mensuelle. Elle pourra être remplacée par une caution bancaire ou une garantie à première demande.

A l'expiration du délai de garantie d'une année à compter de la date de réception intervenant à l'achèvement complet des ouvrages, les sommes consignées au titre de la retenue de garantie seront versées à l'entrepreneur.

#### 9.02 – Réception –

A la levée de toute réserve formulée dans le cadre de la réception des travaux, la retenue de garantie pourra être remplacée, à la demande de l'entreprise, par une caution bancaire pour une durée d'un an à compter de la date de réception.

#### **ARTICLE 10 – MISE EN DEMEURE –**

Application de l'article 18.1 de la NF P 03 001.

#### **ARTICLE 11 – RESILIATION –**

Application de l'article 19 de la NF P 03 001.

#### **ARTICLE 12 – COTISATION –**

Application de l'article 20.2 de la NF P 03 001.

#### **ARTICLE 13 – DOCUMENTS ANNEXES AU MARCHE –**

- le devis descriptif des travaux
- les plans
- le planning des travaux
- le Cahier des Clauses générales (normes NF P 03 001)
- le R.E.E.F., les D.T.U. et cahiers du C.S.T.B.

N.B. : les deux derniers documents cités ne sont pas joints au dossier mais sont réputés être bien connus par l'ensemble des entreprises.

#### **ARTICLE 14 - Le Dossier des Ouvrages Exécutés -**

A l'issue du chantier, les plans, les notes de calcul et les fiches techniques doivent être complétés ou refaits de façon à être rendus conformes à l'exécution définitive. Le dossier des ouvrages exécutés comprend :

- le dossier d'exécution mis à jour ;
- les notices d'utilisation, de réparation et de maintenance des ouvrages ;
- les fiches de contrôles et de la fabrication, du montage et des produits utilisés.

Le titulaire devra remettre au maître d'oeuvre les documents prévus à l'article 40 du C.C.A.G. Les délais et modalités de remise des documents applicables sont ceux prévus par ce même article.

En cas de retard dans la remise des plans et autres documents à fournir après exécution par le ou les titulaires, conformément à l'article 40 du C.C.A.G.- Travaux, une retenue sera opérée, dans les conditions stipulées à l'article 20.5 du C.C.A.G.-Travaux, sur les sommes dues au(x) titulaire(s).

**ARTICLE 15 – VISITE DE CHANTIER –**

Avant de remettre son offre, l'entreprise sera tenue de se rendre sur le site afin d'estimer les difficultés et d'évaluer les matériaux nécessaires à la remise en état des ouvrages.

Après signature du marché, il ne saurait être accordé aucune modification de prix unitaire ou supplément.

**NOTA : Après chaque intervention et départ du chantier, les entreprises devront s'assurer que les portes sont fermées à clé, afin qu'aucune personne extérieure ne pénètre dans le bâtiment.**